

PRIX DES ANNONCES :
 Annonces, la ligne, fr. 0,50; — Ann...
 (avis d'ass. de soc.), la ligne, fr. 1,00; — Nécrologie, la ligne, fr. 1,00;
 Faits divers (fin), la ligne, fr. 1,25; — Faits divers (corp.), la ligne, fr. 1,50; — Chron. locale, la ligne, fr. 2,00; — Rapports judiciaires, la ligne, fr. 2,00

Administration et Rédaction
 37-39, rue Fossés-Flouris, Namur

Bureaux de 14 à 1 h. et de 3 à 5 h.

Les articles s'engagent de leur auteurs.
 Les manuscrits non utilisés ne sont pas rendus.

L'Echo de Sambre & Meuse

PRIX DES ABONNEMENTS :
 1 mois, fr. 2,50 — 3 mois, fr. 7,50

Les demandes d'abonnement sont reçues exclusivement par les bureaux des facteurs des postes.

Les réclamations concernant les abonnements doivent être adressées exclusivement aux bureaux de poste.

J. - E. COLLARD, Directeur-Propriétaire

La « Tribune Libre » est largement ouverte à tous.

REVUE DE LA PRESSE

La réponse de M. Wilson

Cologne, 16 octobre.
 On mande de Berlin à la « Gazette de Cologne » :
 — La dernière note de M. Wilson reflète bien l'influence exercée sur son esprit par l'intervention des dirigeants des armées anglaises et françaises.
 Ceux-ci cherchent manifestement à rendre plus dures les conditions à imposer à l'Allemagne et voudraient que l'accord à intervenir éventuellement en vue d'un armistice constitue, pour l'Angleterre et pour la France, le plus grand succès militaire possible.
 Les souffrances qui sont les conséquences mêmes de la conduite de la guerre et que la direction de l'armée allemande a toujours cherché à atténuer, ainsi qu'en témoignent les ordres qu'elle a donnés d'évacuer les villes menacées, ces souffrances, de même que celles qui sont causées par l'ennemi, qui bombarde les villes occupées et même celles qui ne le sont plus, servent, tout autant que la guerre des sous-marins, à dresser contre l'Allemagne les accusations les plus folles.
 L'Allemagne, cependant, s'en est mille fois justifiée.
 On oublie aussi que si le Président avait immédiatement conclu l'armistice; ce qu'il était en son pouvoir de faire, toutes ces souffrances n'auraient cessé d'un seul coup.
 On ne comprend pas bien comment, à propos de cet armistice, on peut faire en ce moment état de pareilles objections basées sur des rapports exclusivement unilatéraux.
 En ce qui regarde enfin la question de savoir qui, en Allemagne, décide de la guerre et de la paix, on peut dire qu'elle est liquidée par la loi votée hier même par le Conseil fédéral.
 Cette loi abolit l'article XI de la Constitution de l'Empire et exige pour la déclaration de guerre et la conclusion de la paix l'assentiment du Conseil fédéral et du Reichstag.
 Le ton et la teneur de la nouvelle note de M. Wilson donnent l'impression que des interventions se sont produites et que de toutes leurs forces elles ont pesé pour empêcher les négociations de se poursuivre.
 Le monde assoiffé de paix peut voir par là quels obstacles se dressent encore sur la voie qui doit nous y mener. Le plus grand obstacle serait de continuer à nous parler comme à une nation qui a déjà livré ses âmes.
 Le « Gazette populaire de Cologne » :
 — La note est conçue dans un tel esprit que nous autres, Allemands, nous devons beaucoup en rabattre de notre espoir d'arriver prochainement à une paix de droit qui sauvegarderait la dignité de notre peuple. A Washington, on semble, il est vrai, vouloir continuer à négocier ou à échanger des notes, mais à des conditions qui rendent pour le moins extrêmement difficile à notre gouvernement la continuation des pourparlers.
 Nous devons évidemment laisser au gouvernement le soin de prendre une décision à ce sujet sous sa responsabilité, mais le peuple allemand doit reconnaître qu'il ne peut pas faillir, que toute sa force d'âme et toute sa virilité lui sont nécessaires pour arriver à une paix d'où son honneur sorte intact, ou pour livrer un dernier et dur combat dont sa liberté et sa vie sont l'enjeu.
 Berlin, 16 octobre :
 Le « Reichspost » estime que dans un pays comme l'Allemagne, il se rencontrera des hommes qui, conscients de l'honneur et de la dignité du peuple, sauront trouver la réponse qu'il convient de faire à la note de M. Wilson.
 Des « Hamburger Nachrichten » :
 — Quand l'Allemagne a fait sa proposition de paix, elle était en droit de considérer M. Wilson comme absolument sincère et de croire que les conditions qu'il avait établies pourraient amener une paix par compromis, basée sur le droit.
 Aujourd'hui, M. Wilson évite de répondre clairement et cherche des échappatoires comme si la confiance qu'on lui accorde lui devenait pénible.
 Il se laisse aller à des prétentions injurieuses et à des accusations diffamatoires.
 A-t-il donc fait table rase de son fameux programme de paix, que le gouvernement allemand s'est déclaré prêt à faire sien, et lui-même ne connaît-il plus que l'argument de la force brutale ?
 Qu'il le dise alors ouvertement.
 Le chancelier de l'Empire a déclaré, le 6 octobre, que l'Allemagne était prête à faire la paix mais elle était résolue aussi à une lutte à mort, et que sa conviction de se battre pour son existence même en tant que nation doublerait sa force de résistance.
 Cette déclaration ne l'empêchera cependant pas de continuer avec patience une conversation qui ne touche pas à son honneur.
 Du « Bund », de Berne :
 — On était généralement convaincu que

l'Amérique se montrerait plus conciliante que les États européens de l'Entente.
 La réponse de M. Wilson désillusionnera amèrement les masses.
 Il y a cependant lieu de faire remarquer que la Presse de l'Entente a, à diverses reprises, exprimé l'espoir que M. Wilson tiendrait compte de ses revendications.
 Dans cet ordre d'idées, la réponse de M. Wilson est appelée à amener un certain apaisement.
 Cependant, il sera difficile au gouvernement allemand de répondre à cette seconde note.
 Toutefois, les négociations seront continuées.
 Londres, 16 octobre.
 Le collaborateur financier du « Daily News » annonce que la réponse allemande n'a exercé qu'une très faible influence sur la tenue de la Bourse de Londres.
 La hausse des cours n'a pas été plus forte que celles antérieurement provoquées par les nouvelles normales.
 Vienne, 16 octobre.
 Les journaux sont unanimes à dire que la réponse de M. Wilson accumule les obstacles sur la route de la paix, mais sans la barrer totalement.
 La plupart estiment que M. Wilson cherche à décourager le peuple allemand et à lui enlever l'espoir de sauver son existence par la paix de conciliation dont il s'était fait personnellement le champion.
 Londres, 16 octobre :
 L'Agence Reuter déclare que le gouvernement anglais a reçu communication, avant sa publication, du texte de la réponse de M. Wilson et qu'un Conseil des ministres a délibéré à ce sujet.
 Il ne faut pas s'attendre pour le moment à une déclaration gouvernementale, mais on peut tenir pour assuré que la réponse de M. Wilson est entièrement conforme aux intentions des gouvernements associés.
 On considère comme très importante la déclaration de M. Wilson disant qu'il fera une réponse séparée à l'Autriche-Hongrie.
 Londres, 16 octobre.
 La Chambre des Communes est rentrée de congé et a repris hier ses séances.
 Répondant à une question, lord Cave a déclaré qu'en ce qui concerne la Turquie, la mise en liberté sans conditions de tous les prisonniers anglais doit être la première exigence anglaise en cas d'armistice.
 Pour ce qui regarde les Puissances centrales, il n'est pas désirable de discuter en ce moment les conditions auxquelles un armistice pourrait être conclu avec elles.
 Le gouvernement n'a pas perdu cette éventualité de vue et se tiendra sur ses gardes dans l'avenir.
 M. Bonar Law a dit qu'il jugeait inopportun de faire en ce moment une déclaration quelconque au sujet des opérations militaires ou des négociations de paix.
 Genève, 16 octobre.
 L'Agence Radio annonce que la Conférence des Balkans se réunira demain à Londres sous la présidence de M. Balfour.
 Des délégués de la France, de l'Italie, de la Serbie et de la Grèce y assisteront.
 Aucun délégué de la Bulgarie n'y sera admis.
 Berne, 15 octobre :
 La réponse du secrétaire d'Etat D' Solf n'a pas surpris la population italienne, comme ce fut le cas pour l'offre de l'armistice, qui a provoqué une grève générale à Milan, comme il appert des journaux italiens reçus ici, et a donné lieu à des manifestations dans la plupart des grandes villes en faveur de la paix.
 Le « Corriere della Serra » reproduit la réponse sous le titre :
 « Les grands devoirs » et considère qu'elle constitue un grand pas en avant sur le chemin qui doit conduire à la paix en allant au-devant des justes exigences des Alliés.
 Cependant, le journal estime qu'il y aura encore bien des difficultés à surmonter. C'est pourquoi l'opinion publique doit garder son calme et attendre avec patience les événements qui vont suivre.
 Dans tous les cas, l'armistice ne doit apporter aucun avantage aux ennemis.
 Le « Secolo » croit que, sans qu'on puisse parler de paix, la réponse allemande ouvre la voie aux négociations.
 Le journal insiste surtout sur les garanties, tant militaires que politiques, qui devront être exigées.
 L'heure est grave pour les hommes de gouvernement, qui vont assumer une lourde responsabilité.
 Le ton qui domine dans la Presse de Rome et de Milan tend surtout à mettre les populations en garde contre les espérances prématurées et à prévenir que la discipline, tant au front qu'à l'arrière, subisse le contre-coup des illusions de paix.

COMMUNIQUÉS OFFICIELS

« L'Echo de Sambre & Meuse » publie le communiqué officiel allemand de midi et le dernier communiqué français, deux heures avant les autres journaux

Communiqués des Puissances Centrales
 Berlin, 18 octobre.
 Théâtre de la guerre à l'Ouest.
 En ces derniers jours nous avons évacué des parties de la Flandre et du Nord de la France y compris les villes d'Ostende, de Tourcoing, de Lille, Roubaix et de Douai et nous avons occupé des lignes situées en arrière.
 Entre Bruges et la Lys, l'ennemi a poussé à plusieurs reprises avec de grandes forces, il a été rejeté.
 Les compagnies anglaises qui au Nord de Courtrai avançaient après avoir franchi la Lys ont été refoulées par des contre-attaques.
 A l'Est de Lille et de Douai le contact avec l'adversaire est faible.
 Entre Le Cateau et l'Oise la bataille est à nouveau déchaînée, les Anglais, les Français et les Américains ont cherché à nouveau à percer notre front en mettant en ligne de gigantesques moyens de combat.
 Des deux côtés de Le Cateau, les attaques ennemies ont échoué devant nos lignes.
 Des irrptions localisées en nos positions ont été réparées par des contre-attaques.
 Entre Le Cateau et Aisonville, l'adversaire a pénétré en nos lignes en plusieurs endroits.
 Après combat nous avons arrêté l'ennemi devant les positions de notre artillerie sur les routes conduisant de Le Cateau vers Warsgny près de la Valle, Mulatre et Menneret ainsi qu'au Nord d'Aisonville.
 Là où l'ennemi a poussé plus avant nos contre-attaques l'ont rejeté. Aisonville et les lignes adjacentes ont été conservés contre de multiples assauts ennemis.
 L'après-midi, de nouvelles attaques ont échoué.
 Les attaques ennemies dirigées contre le front de l'Oise au Nord d'Osigny sont également demeurées sans succès.
 Sur l'Aisne, l'adversaire poursuit ses attaques à l'Est d'Olizy.
 Il a été rejeté dans une lutte acharnée.
 A l'Ouest de Grand-Pré et sur la rive Est de la Meuse d'heureuses reconnaissances ont été effectuées réciproquement par des chasseurs prussiens et des Landebougeois.

Communiqués des Puissances Alliées
 Paris, 17 octobre. — (3 heures) :
 Pendant la nuit le contact a été maintenu sur tout le front de l'Oise et de la Serre; assez grande activité de mitrailleuses et d'artillerie.
 Paris, 17 octobre. — (11 h.) :
 Nos troupes opérant en collaboration avec les forces angl-belges après avoir les jours précédents participé à la magnifique avance réalisée sur le front des Flandres, conquis Hoogeve, Roulers, Luchtervelde et de nombreux villages, se sont emparés aujourd'hui de Pittheny, Houlebeke et Wingham malgré l'énergique résistance des Allemands.
 Dans la région de l'Oise, nos troupes ont mené toute la journée de vives attaques entre la forêt d'Andigny et la rivière.
 Elles ont obtenu des gains notables, pris de haute lutte Le Petit Verly, Marchavonne et atteint les lisières Nord de Grougis et de Est Souville ainsi que les abords de Hauteville.
 Sur la rive gauche de l'Oise, nous nous sommes emparés de Mont d'Osigny; 1200 prisonniers sont actuellement dénombrés.
 Entre l'Aisne et l'Oise des combats se

sont engagés, à l'Ouest de Grand-Pré où les allemands ont contre-attaqué avec violence. Dans cette région nous avons fait de nouveaux progrès au Nord de Olizy.

Londres, 15 octobre. — Officiel :
 Le groupe des armées de Flandre, commandé par le Roi des Belges, a attaqué Dixmude ce matin, à 5 h. 35.
 La II^e armée britannique a avancé de 7 kilomètres environ dans la direction de Courtrai; elle s'est emparée des importants villages de Rollechain, Catele, Moorseele, Ledeghem et a atteint les abords septentrionaux de Menin.
 L'armée belge a avancé d'environ 8 kilomètres vers Ingelmunster et Thourout; elle s'est emparée des villages de Rumbekke, Winckel, Saint-Eloy, Krickene, Iseghem, Cortemark et Handzaeme
 Collaborant avec les troupes belges, l'armée française a attaqué sur les deux flancs et occupé le haut plateau situé près de Geite, Saint-Joseph et Roulers.
 Le nombre des prisonniers dénombrés jusqu'ici dépasse 3.300 pour les Belges, 2.500 pour les Français et 2.200 pour les Anglais.
 Le nombre exact des canons pris n'est pas encore connu. Six batteries complètes ont été capturées au moment où elles étaient sur le point de quitter le champ de bataille.
 N. D. L. R. — Ce communiqué, publié hier matin par nos confrères, est resté chez nous sur le marbre par suite d'une erreur de mise en page.

Londres, 15 octobre. — Officiel :
 Les troupes alliées, qui se battent en Flandre sous le commandement du roi Albert, ont continué aujourd'hui leurs attaques.
 Les Belges ont avancé jusqu'aux lisières du bois de Wynendaele et jusqu'aux abords de Thourout.
 Les Français ont atteint les abords de Lichtervelde et ont progressé vers le sud au delà de la voie ferrée Roulers-Lichtervelde malgré la résistance acharnée de l'ennemi.
 Au sud du Canal, les Belges ont occupé Lendelede.
 La II^e armée anglaise a atteint Le Chat, sur la route de Courtrai à Ingelmunster; elle s'est emparée des villages de Gullegheem et de Heule et a avancé jusqu'aux abords de Courtrai.
 Les Anglais se sont aussi emparés de Menin et de Wervicq et ont pris pied, à proximité de cette dernière localité, sur la rive droite de la Lys.
 Depuis le 14 au matin, les troupes alliées ont fait 12.000 prisonniers et pris plus de 100 canons.

Rome, 16 octobre. — Officiel :
 Quoique le mauvais temps ait entravé l'action de notre artillerie, celle-ci a dirigé un violent feu concentrique et une canonnade de diversion sur les tranchées de l'ennemi, endommageant ses ouvrages de défense et jetant le désarroi dans ses mouvements de troupes.
 Nos patrouilles ont été très actives, surtout le long de la Piave.
 Dans le secteur de montagne, nous avons exécuté des coups de main près de Sano (sud-ouest de Mori), sur le haut plateau d'Asiago et sur l'Asolone; nous avons fait 21 prisonniers.
 La nuit du 14 au 15 octobre, l'ennemi a dirigé deux attaques sur nos positions près du mont Carno et du Vallarsa; il a été repoussé chaque fois avec de lourdes pertes.

les partis parlementaires à une réunion qui se tiendra ce soir.

Bucarest, 14 octobre :
 L'information Reuter suivant laquelle l'Entente aurait offert provisoirement de restituer la Dobroudcha à la Bulgarie, a provoqué un grand émoi en Roumanie et violemment indisposé les cercles ententophiles de la capitale.
 Le journal gouvernemental « Steagul Româneas », sur le mot « provisoirement » qui se rencontre dans le télégramme, a tenu à tirer la conclusion que, la Bulgarie pourrait bien obtenir plus tard une portion plus considérable encore de la Dobroudcha.
 L'intention des Alliés de payer la défection de la Bulgarie sur le dos de la Roumanie a provoqué un revirement complet dans les esprits qui, jusqu'à présent, étaient restés attachés à l'Entente, et la Presse gouvernementale s'efforce naturellement de faire ressortir une fois de plus les néfastes résultats provoqués par la politique de M. Brătianu.
 Le journal populaire « Lumina » rappelle à ce propos que l'Entente a solennellement garanti l'intégrité du territoire roumain.
 On n'aurait dû faire aucune avance aux Bulgares sans consulter la Roumanie.
 Lors de la conclusion de l'armistice, l'Entente a obligé les Bulgares à évacuer les territoires serbe et grec, mais il n'a pas été question du territoire roumain.
 Or, les troupes bulgares ne manifestent pas la moindre intention d'évacuer les positions qu'ils occupent le long de l'embouchure du Danube.

Stockholm, 15 octobre :
 Le Riksdag suédois est convoqué pour le 25 octobre en session extraordinaire.

EN RUSSIE.
 Berlin, 17 octobre.
 On mande de Moscou que M. Kokozyf, ancien ministre des finances, et M. Chatchoukoff, ancien ministre du commerce, ont été condamnés à mort et fusillés.

Berlin, 16 octobre.
 L'ambassade de Russie dément formellement l'information publiée par un journal de Leipzig disant qu'un attentat aurait été perpétré à Koursk contre M. Lénine, et rappelle qu'une information conçue dans les mêmes termes avait déjà paru, il y a quelques semaines, dans divers journaux parlant d'un attentat commis dans la même ville sur la personne de M. Trotzki.

Londres, 16 octobre.
 L'Agence Reuter apprend que M. Chichérine a approuvé la mise en liberté des fonctionnaires britanniques jusqu'ici retenus en Russie.

Moscou, 16 octobre.
 L'« Utro Moskvy » annonce que la question de l'armistie a provoqué une scission dans les rangs des Soviets.
 Une partie de ceux-ci se montrent partisans d'un adoucissement du régime de la terreur qui pourrait conduire à la réconciliation avec les classes intellectuelles et à l'armistie, tandis que d'autres, et parmi eux les membres les plus influents, craignant un assaut de toutes les forces réactionnaires contre le gouvernement bolcheviste et ayant en vue la situation critique, se déclarent opposés à toute armistie.
 Le « Westscher Moskwy » annonce l'arrestation du ci-devant procureur général amarin et apprend qu'à Perm il a été procédé à l'arrestation de personnalités en vue de la social-démocratie habitant Perm et le district de l'Oural.

Pétrograd, 14 octobre.
 Le pope Popof a été fusillé à Nikolsk, le chef de propagande hostile au pouvoir des Soviets.
 A Saratof, le monarchiste Platonof et sept autres personnes ont été condamnées aux travaux forcés du même chef.

Kief, 16 octobre.
 Le président du Conseil des ministres a dit qu'il espérait voir l'Ukraine représentée au Congrès de la Paix comme Etat autonome reconnu non seulement par les Puissances Centrales, mais aussi par les puissances neutres.

Kief, 16 octobre.
 M. Manuilski, président de la délégitation russe pour la paix, a transmis au gouvernement de l'Ukraine une note du gouvernement russe des Soviets demandant que toutes les personnes qui ont pris part aux dernières arrestations et perquisitions faites par le gouvernement russe soient punies.

Copenhague, 16 octobre.
 On mande de Stockholm à la « Berlingske Tidende » :
 — A bord du vapeur venant de Finlande sont arrivés aujourd'hui trois délégués finlandais qui sont partis pour l'Allemagne

DÉPÊCHES DIVERSES

Budapest, 16 octobre :
 Comme le comte Tiszar se préparait, à l'issue de la séance de la Chambre des députés, à monter dans son automobile, un gamin s'est avancé vers lui un revolver à la main.
 Le chauffeur l'ayant remarqué gifla l'enfant, qui chancela, laissa tomber son arme avant d'avoir pu s'en servir et fut arrêté.

Budapest, 16 octobre.
 Le Roi a reçu, le 14 octobre, à midi, M. Weckerlé, président du Conseil des ministres et lui a déclaré qu'il n'acceptait pas la démission du Cabinet, celui-ci gardant toute sa confiance.

Vienne, 16 octobre.
 Le baron Hussarek, président du Conseil des ministres, a convoqué les chefs de tous

